

# Attentats de Paris : cette fois, l'esprit du 11 janvier ne suffira pas



*Manifestation place de la République à Paris le 11 janvier 2015. - Crédits photo: KENZO TRIBOUILLARD/AFP*

---

[Vox Politique \(http://premium.lefigaro.fr/vox/politique/\)](http://premium.lefigaro.fr/vox/politique/) | Par [Alain Destexhe \(#figp-author\)](#)

Publié le 15/11/2015 à 12h42

---

**FIGAROVOX/HUMEUR** - L'homme politique belge, Alain Destexhe, réagit au attentats de Paris. Il regrette que l'Europe ne se donne pas les moyens de mener une vraie guerre contre le terrorisme.

---

*Alain Destexhe est sénateur belge. Ex-Secrétaire Général de Médecins Sans Frontières et ex Président de l'International Crisis Group, il est, entre autres, l'auteur de «Le Mouvement flamand expliqué aux francophones» et «Lettre aux progressistes qui flirtent avec l'islam réac». Lire également ses chroniques sur son [blog \(http://www.destexhe.typepad.com/\)](http://www.destexhe.typepad.com/).*

---

L'Etat islamique, sa mouvance et tous ceux qui veulent détruire notre civilisation au nom de l'idéologie islamiste viennent de remporter une bataille.

Une bataille contre des fêtards, des passants, des innocents, des civils désarmés. Une bataille contre «le bonheur», comme on a pu le lire hier dans un tweet. Qu'importe. De leur point de vue, ils ont réussi à tuer, blesser, terroriser un peuple

entier et à frapper les imaginations à travers la planète: une belle victoire, selon leur conception politico-religieuse du monde. Contre la France, l'Europe, l'Occident et les démocraties.

Comment réagira François Hollande et au-delà l'Europe - car nous sommes tous visés - après les attentats les plus sanglants sur son sol depuis ceux de Londres (56 morts en 2005) et de Madrid (191 morts en 2004)?

Nous serions, paraît-il, «en guerre» depuis les attentats contre Charlie Hebdo. Pourtant, 18 mois après l'instauration du «califat», il n'y a toujours aucune perspective militaire et politique de défaire l'Etat islamique. Ce dernier est un cancer avec ses métastases qui attire des djihadistes du monde entier et la sympathie de couches non négligeables de notre propre population. Empêtrée dans ses intérêts divergents, la théoriquement puissante coalition de 60 pays censée le combattre ne dispose pour l'instant d'aucune stratégie crédible. Prioritaire cette guerre? Il n'y a toujours eu aucune réunion au niveau des chefs d'Etat et même des ministres de la défense des pays de cette coalition. Malgré des difficultés logistiques considérables, Roosevelt, Churchill et Staline réussissaient à se rencontrer et à affirmer, ensemble, leur volonté d'anéantir le nazisme. Officiellement, l'OTAN n'est pas concernée. N'est-il pas temps de l'engager directement avec nos alliés arabes?

Tous les experts militaires en conviennent, seules des opérations militaires terrestres concertées à partir de Bagdad, de Damas et d'Erbil, la capitale des Kurdes d'Irak, peuvent défaire l'Etat islamique. La France et l'Europe peuvent-elles continuer à mettre sur le même pied l'Etat islamique et le régime d'Assad? Encore récemment, Laurent Fabius n'a cessé de saboter les efforts de ceux, de plus en plus nombreux, qui affirment qu'il faut reprendre le dialogue avec Assad. Il est temps de considérer son régime, criminel mais protecteur des minorités et rempart contre Daesch, comme un allié (comme l'était Staline, l'un des trois plus grands criminels de l'Histoire avec Mao et Hitler) et de reporter à plus tard la question de sa succession et, un jour, son jugement devant la Cour pénale internationale. Il est temps de cesser les réticences à armer les peshmergas kurdes qui sont les seuls aujourd'hui à se battre efficacement sur le terrain malgré un armement inférieur à celui de Daesch. Il est sans doute aussi temps de renoncer à la fiction d'un Irak unitaire, qui n'existe plus depuis la chute de Saddam Hussein.

**Si nous sommes en guerre contre le terrorisme, peut-on continuer à se permettre, simultanément, un conflit majeur avec la Russie qui ne nous menace pas et qui devrait être une alliée de premier plan dans la lutte contre l'islamisme radical auquel elle est également confrontée ? Nous sommes en guerre mais peut-on continuer à baisser les budgets des armées et considérer qu'il est électoralement moins risqué de préserver les dépenses sociales ?**

---

Si nous sommes en guerre contre le terrorisme, peut-on continuer à se permettre, simultanément, un conflit majeur avec la Russie qui ne nous menace pas et qui devrait être une alliée de premier plan dans la lutte contre l'islamisme radical auquel elle est également confrontée? Nous sommes en guerre mais peut-on continuer à baisser les budgets des armées et considérer qu'il est électoralement moins risqué de préserver les dépenses sociales?

Si nous sommes en guerre, peut-on alors arrêter l'angélisme vis-à-vis de certains de nos concitoyens français et européens qui vivent parmi nous et veulent nous détruire? Faut-il aller comme le propose Laurent Wauquiez jusqu'à interner les 4 000 personnes fichées en France pour terrorisme qui sont trop nombreuses pour être surveillées? La question mérite d'être posée même si la réponse n'est pas évidente. En Belgique, le pays, proportionnellement à la taille de sa population le plus touché par le départ de jeunes pour la Syrie, certains -certes, pas le gouvernement fédéral - continuent à traiter les jeunes djihadistes comme des victimes méritant empathie, assistance et soutien psychologique! Un de ceux récemment revenus au pays a même intenté un procès à l'Etat belge et réclamé des indemnités. Il est beau l'Etat de droit pendant «la guerre»! Des centres belges d'aides sociales refusent encore de transmettre les informations pertinentes qui permettraient de priver les djihadistes belges d'allocations sociales. C'est cela la guerre? Et beaucoup de ceux qui reviennent de Syrie ne passent même pas systématiquement par un centre de détention.

**La France et ses alliés réagiront-ils ? Comme nous le prévoyions début janvier\*, l'esprit Charlie a rapidement volé en éclats et la France est revenue à son business as usual, fachosphère contre pas d'amalgame, comme disent désormais même des médias parmi les plus sérieux. Eric Zemmour est toujours poursuivi par la justice pour des propos qu'il n'a pas tenus. Olivier Todd et Edwy Plenel criminalisent la société française.**

---

«En guerre», peut-on continuer à offrir des tribunes à nos ennemis idéologiques, à ceux qui contestent ouvertement nos valeurs et notre mode de vie? La semaine dernière, la Foire musulmane de Bruxelles, organisée par les Frères musulmans (oui, oui) accueillait, une fois de plus, des orateurs radicaux et faisait la promotion de livres antisémites, homophobes et aliénants pour les femmes, mais la presse belge, relayant le discours conciliant des organisateurs, n'y voyait qu'une «opération commerciale» et un «appel au dialogue»! Quand Mohamed Sifaoui, un journaliste franco-algérien, propose de criminaliser le salafisme et d'interdire les organisations liées aux Frères musulmans, il faudrait oser en débattre.

La France et ses alliés réagiront-ils? Comme nous le prévoyions début janvier\*, l'esprit Charlie a rapidement volé en éclats et la France est revenue à son business as usual, fachosphère contre pas d'amalgame, comme disent désormais même des médias parmi les plus sérieux. Eric Zemmour est toujours poursuivi par la justice pour des propos qu'il n'a pas tenus. Olivier Todd et Edwy Plenel criminalisent la société française. Sans un mot pour les (vraies) victimes, dès hier soir, de nombreux tweets montraient de la sympathie pour ... les musulmans «qui allaient être victimes d'amalgames». Sur France2, une journaliste affirmait ce matin que «nos» jeunes djihadistes sont des «malades» (qu'il faudrait donc soigner, et non punir) ....

Passé le temps de l'émotion et peut-être d'une brève unité nationale (Nicolas Sarkozy a déjà posé des questions pertinentes quant à la politique suivie ces derniers mois), qui l'emportera, le camp de la fermeté ou, une fois de plus, celui du relativisme et de l'angélisme? Cette fois, une grande marche cathartique ne suffira pas à trancher la question. On connaît la célèbre phrase de Camus «mal nommer

les choses, c'est ajouter au malheur du monde». Si «nous sommes en guerre», alors Hollande, Obama et quelques autres devraient désigner l'ennemi et en tirer toutes les conclusions. Ou se taire. N'est pas Churchill qui veut.

Alain Destexhe

\* «Nous sommes tous Charlie», Vraiment?, Figaro Vox, 7 janvier 2015



Alain Destexhe

---